

Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester ?

Eric Berr

Accroche

« Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire. (...) Jamais [il] ne s'élance vers l'avenir. Jamais il ne lui vient à l'idée de sortir de la répétition pour s'inventer un destin » (Nicolas Sarkozy, discours de Dakar, 26 juillet 2007).

« Les pays du monde en développement ne cessent de demander pourquoi les États-Unis, lorsqu'ils sont confrontés à une crise économique, se prononcent pour des politiques budgétaire et monétaire expansionnistes, alors que quand ils se trouvent, eux, dans la même situation, on exige qu'ils fassent exactement le contraire » (Joseph Stiglitz, *La grande désillusion*, 2002, p.308).

Alors qu'il rentre chez lui après sa journée de cours à l'université, Ugo passe devant un panneau publicitaire qui attire son attention. Une grande organisation non gouvernementale (ONG) lance une campagne de dons en faveur des pays en développement. Sur ce panneau, on voit un enfant noir, accroupi, le ventre gonflé par la sous-nutrition, qui regarde dans le vide. Un slogan barre l'affiche : « La faim tue toutes les 4 secondes ». Ugo pense que les habitants des pays pauvres n'ont pas de chance. Ils souffrent de conditions climatiques difficiles, sont victimes de conflits ethniques ou religieux, ne connaissent pas la démocratie et sont dirigés par des dictateurs. Il se dit qu'il est de son devoir de donner pour cette cause afin d'aider les habitants de ces pays à accéder au niveau de vie de nos sociétés occidentales.

Ugo n'a pas conscience que sa vision des pays pauvres est erronée et que les causes du sous-développement sont beaucoup plus complexes qu'il ne le pense. L'approche « paternaliste » et misérabiliste du développement qu'il a intériorisée fait du modèle occidental la référence à suivre et occulte les rapports de domination qui sont pourtant à l'œuvre. Les pays pauvres doivent-ils alors se soumettre aux injonctions des pays riches ? Peuvent-ils s'en affranchir ? Les pays riches ont-ils intérêt à voir les pays pauvres se développer ?

C'est quoi un pays pauvre ?

Lorsque Chloé, qui a 12 ans, pose cette question à son père, celui-ci est assez ennuyé, bien qu'il ait fait des études d'économie. Il se rappelle bien que face aux pays riches ou développés on trouve un groupe de pays très hétérogène, que l'on nomme pays en

développement ou encore pays du Sud, pays du Tiers monde, pays pauvres, et qui représente 85% de la population mondiale. Un pays pauvre, c'est un pays qui n'a pas beaucoup d'argent avance-t-il finalement, conscient que sa définition est très restrictive puisqu'elle renvoie à une dimension purement quantitative mesurée par le revenu national brut (RNB), c'est-à-dire l'ensemble des revenus perçus par les agents économiques nationaux, ou par le RNB par habitant qui représente le revenu moyen de ces mêmes agents. Cette définition laisse entendre qu'il suffirait de créer plus de richesses, donc de distribuer plus de revenus, pour que la situation des habitants des pays pauvres s'améliore. Elle suggère que c'est par plus de croissance économique que ces pays pourront s'en sortir.

Mais, ajoute-t-il, un pays pauvre est un pays dans lequel une grande partie des habitants a un niveau de vie faible et peine à satisfaire ses besoins en termes d'éducation, de santé, d'alimentation ou encore de logement. Cette définition offre une dimension qualitative qui fonde le concept de développement. Le développement des pays pauvres passe par des changements structurels de leurs économies qui vont leur permettre d'améliorer le niveau de vie de leur population.

Pour beaucoup d'économistes, la croissance est une condition nécessaire, voire suffisante, du développement, ce que l'on peut résumer par la formule suivante : « avoir plus = être mieux ». Si les pays pauvres mettent en place de bonnes politiques économiques, donc s'ils suivent les recommandations des pays riches, ils obtiendront de meilleurs résultats et rattraperont ces derniers. La réalité est toutefois différente.

Faites ce qu'on vous dit...

Lorsque John ouvre son journal en ce mois d'août 1982, une information retient son attention. Le Mexique vient de se déclarer en défaut de paiement sur sa dette extérieure. Cette décision marque le déclenchement d'une crise de la dette qui va toucher de nombreux pays en développement à travers le monde. Employé d'une firme de consultation travaillant pour la Banque mondiale, John se dit qu'il a été efficace. En tant qu'« assassin économique », comme il se définit lui-même, sa mission consiste à encourager les gouvernements de pays en développement à s'endetter afin de les assujettir, une fois criblés de dettes, à leurs créanciers. La responsabilité des pays en développement est certes engagée dans cette crise. En effet, ils n'ont pas toujours bien utilisé les crédits obtenus, qui ont parfois servi à financer des programmes d'investissement à la rentabilité plus que douteuse et trop souvent inadaptés aux besoins locaux, sans parler du fait que certains dirigeants ont pu détourner une partie des sommes empruntées afin d'accroître leur fortune personnelle. Mais de telles dérives ont trop souvent été accompagnées, quand elles n'étaient pas délibérément suscitées, par les créanciers eux-mêmes, montrant ainsi que la dette est un redoutable instrument de domination.

Au nom des créanciers – banques privées internationales, États des pays riches et institutions financières internationales –, le **Fonds monétaire international** (FMI) est chargé de porter assistance aux pays frappés par cette crise. Ceux-ci sont accusés d'avoir mené de

mauvaises politiques économiques, donc d'être les principaux responsables de leur situation. Cette « aide » est toutefois conditionnée à l'application d'un programme économique basé sur les préceptes de ce que l'on a appelé le « **consensus de Washington** ».

Ce programme, initié par les créanciers et dans leur intérêt – mais aussi dans celui des élites collaboratrices des pays en développement – instaure la suprématie du marché, favorise les activités privées en libéralisant tout ce qui peut l'être, prône le libre échange et limite le rôle de l'État en lui imposant une cure d'austérité. L'objectif avoué de ces politiques est d'« assainir » les économies des pays endettés afin d'assurer leur insertion sur le marché mondial et leur permettre de développer des activités exportatrices générant les devises nécessaires au remboursement de leur dette extérieure.

Dans les faits, loin de favoriser un rattrapage des pays en développement – même si certains ont réussi à « émerger » –, ces politiques ont conduit à un accroissement des inégalités de revenu entre pays (on assiste toutefois à un retournement de cette tendance ces dernières années), tandis que les inégalités entre riches et pauvres d'un même pays explosaient. Aujourd'hui, près de 2 milliards de personnes sont pauvres ou vivent dans le quasi-dénuement et 80 % de la population mondiale ne bénéficie pas d'une couverture sociale.

John sait très bien que l'objectif de réduction de la dette qui justifie l'application d'un tel programme n'est qu'un prétexte. Dans les faits, le « consensus de Washington » été incapable de régler les problèmes d'endettement de nombreux pays en développement tandis qu'il a eu des conséquences néfastes pour la grande majorité de la population de ces pays. L'austérité budgétaire a conduit à une réduction drastique des dépenses sociales (éducation, santé, logement, infrastructures), jugées non rentables à court terme, auxquelles il faut ajouter des licenciements de fonctionnaires et le gel, voire la réduction, des salaires. Les nombreuses privatisations imposées afin de réduire le déficit budgétaire ont surtout permis aux grandes firmes multinationales de prendre le contrôle de pans entiers de ces économies dans ce qui s'apparente à une recolonisation économique des pays en développement.

John se souvient d'une discussion qu'il a eue au début des années 2000 avec Mamane, un agriculteur malien. Ce dernier lui avait expliqué comment il avait vu évoluer ce secteur suite à l'application du « consensus de Washington ». Dans son pays, comme dans de nombreux pays pauvres, les cultures vivrières, qui assuraient l'autosuffisance alimentaire de la population, ont été progressivement délaissées au profit d'une agriculture d'exportation centrée sur quelques produits (coton, café, cacao, etc.) dans le but d'attirer les devises indispensables au remboursement de la dette extérieure. Mais le prix de ces produits d'exportation est largement dépendant de la demande mondiale, ce qui accroît l'instabilité de ces économies et organise leur dépendance alimentaire.

La promotion du libre échange et l'ouverture totale des marchés, loin de favoriser le consommateur en faisant baisser les prix comme le pense la théorie économique dominante, ont surtout permis aux firmes multinationales de conquérir des parts de marché en inondant les pays en développement de produits souvent subventionnés, en violation des

règles édictées par l'**Organisation mondiale du commerce** (OMC). C'est ainsi que le coton produit par Mamane (à faible coût et de très bonne qualité) est très largement concurrencé par celui produit aux États-Unis (très subventionné et de moindre qualité), ce qui entraîne trop souvent, dans ce secteur comme dans d'autres, la disparition des producteurs locaux.

C'est également au nom d'une juste concurrence que les subventions aux produits de base (pain, riz, lait, sucre, combustible, etc.) mises en œuvre par les gouvernements de nombreux pays pauvres afin de pallier l'inexistence d'un revenu minimum ont été supprimées sur ordre du FMI et de la **Banque mondiale**, entraînant d'importantes hausses des prix de ces produits et empêchant les plus pauvres d'y avoir accès.

John se souvient que ces effets ont été aggravés depuis l'instauration de la libre circulation des mouvements de capitaux en 1990, qui a entraîné une multiplication des crises financières. À chaque fois, le FMI est chargé de porter assistance aux pays touchés par ces crises, dont il est pourtant en partie responsable en ayant participé à la libéralisation des mouvements de capitaux. Il accorde des prêts aux pays en difficulté, qui servent en priorité au remboursement des créanciers privés. Les populations locales doivent alors supporter les conséquences des risques pris par les spéculateurs qui les ont plongés dans la crise en remboursant une dette dont ils n'ont perçu aucun effet sur leurs conditions de vie.

... pas ce qu'on fait !

En se remémorant les événements qui ont suivi le déclenchement de la crise de la dette, John n'est pas vraiment fier. Bien sûr, certains pays pauvres, en particulier en Asie, ont réussi à tirer leur épingle du jeu, pense-t-il pour se rassurer. Mais ce sont précisément les pays qui ont pu s'affranchir de la tutelle du FMI et de ses recettes « clés en main » qui ont le mieux réussi. Loin de compter sur une ouverture extérieure toujours plus grande, ces pays ont su privilégier la recherche d'un modèle national de développement, protégeant les secteurs clés de la concurrence internationale jusqu'au moment où ceux-ci sont suffisamment robustes pour l'affronter, tout en renforçant le rôle des institutions et notamment celui de l'État.

C'est exactement ce qu'ont fait les pays riches lorsqu'ils ne l'étaient pas encore. La Grande-Bretagne des années 1720 aux années 1850, comme les États-Unis des années 1830 aux années 1940, ont bâti leur puissance économique à l'aide de politiques protectionnistes et grâce à l'action de l'État, et en aucun cas en ouvrant grand leurs économies à la concurrence étrangère et en réduisant le rôle de l'État. D'ailleurs, pratiquement tous les pays riches aujourd'hui ont eu recours à ce type de politiques économiques afin de se développer, bien qu'elles soient en totale contradiction avec ce qu'ils recommandent aujourd'hui aux pays pauvres. Friedrich List, un économiste allemand du XIX^e siècle, avait déjà très bien compris la manipulation opérée par les élites des pays les plus avancés : « C'est une règle de prudence vulgaire, lorsqu'on est parvenu au faite de la grandeur, de rejeter l'échelle avec laquelle on l'a atteint, afin d'ôter aux autres le moyen d'y monter après nous. (...) Une nation qui, par des droits protecteurs (...), a perfectionné son industrie

manufacturière (...) au point de ne craindre la concurrence d'aucune autre, n'a pas de plus sage parti à prendre que de repousser loin d'elle ces moyens de son élévation, de prêcher aux autres peuples les avantages de la liberté du commerce et d'exprimer tout haut son repentir d'avoir marché jusqu'ici dans les voies de l'erreur et de n'être arrivée que tardivement à la connaissance de la vérité »¹.

Morale de l'histoire

Selon le célèbre anthropologue Claude Lévi-Strauss, « l'humanité est constamment aux prises avec deux processus contradictoires dont l'un tend à instaurer l'unification, tandis que l'autre vise à maintenir ou à rétablir la diversification »². Autrement dit, dans le cadre des relations entre pays riches et pays pauvres, les premiers œuvrent à l'homogénéisation, c'est-à-dire à l'imposition d'un modèle de développement qui renforce leur position dominante, tandis que les seconds tentent d'y résister et de sauvegarder leurs spécificités.

Contrairement à ce que l'on affirme trop souvent, ce sont les pays riches qui ont besoin des pays pauvres, dont ils exploitent la main d'œuvre et les ressources, afin de maintenir, ou même renforcer, leur puissance. Les pays pauvres, s'ils veulent sortir de leur condition de dominés, doivent au contraire s'affranchir autant que possible de la tutelle exercée par les pays riches et plus compter sur leurs propres forces.

Lexique de désenfumage

Banque mondiale : créée en 1944, la Banque mondiale (il serait plus juste de parler du Groupe Banque mondiale puisque composé de cinq institutions) apporte un appui financier et technique aux pays en développement. Elle poursuit aujourd'hui un double objectif : mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée.

Consensus de Washington : expression forgée par l'économiste John Williamson en 1990 qui met en avant dix propositions d'inspiration libérale (austérité budgétaire, libéralisation, privatisation, déréglementation, etc.). Ces mesures font consensus à « Washington », entendu comme le lieu où se trouvent le siège du gouvernement des États-Unis, de la Réserve fédérale (la banque centrale), du FMI et de la Banque mondiale.

Fonds monétaire international (FMI) : créé en 1944, le FMI encourage la stabilité financière et la coopération monétaire internationale. Il s'efforce aussi de faciliter le commerce international, d'œuvrer en faveur d'un emploi élevé et d'une croissance économique durable, et de faire reculer la pauvreté dans le monde.

¹ Friedrich List, *Système national d'économie politique*, Paris, Gallimard, 1998 (1841 pour l'édition originale).

² Claude Lévi-Strauss, *Race et histoire*, Paris, Folio essais, 1987, p.84.

Organisation mondiale du commerce (OMC) : créée en 1995, l'OMC est l'organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays.

À lire

John Perkins, *Confessions d'un assassin économique. Nouvelles révélations d'initiés sur la manipulation des économies du monde*, Montréal, Ariane, 2016.

Gilbert Rist, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de SciencesPo, 2013, 4^e édition.

À voir

Bamako, d'Abderrahmane Sissako (2006) : retrace le procès fictif du FMI et de la Banque mondiale.

La Stratégie du choc, de Michael Winterbottom et Mat Whitecross (2010), d'après le livre éponyme de Naomi Klein : comment se sont imposées les politiques économiques néolibérales.

Mémoire d'un saccage, de Fernando Solanas (2004) : démonte les mécanismes (dette publique, corruption, privatisation) qui ont amené un pays modèle (selon les normes du FMI) à la faillite.